

Angela Godfrey-Goldstein



Suite à la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, les Jahalin Bédouins, avec quatre autres tribus du désert du Néguev (al-Kaabneh, al-Azazmeh, al-Ramadin et al-Rshaida), se sont réfugiés en Cisjordanie, puis en Jordanie. Ces tribus sont des agro-éleveurs semi-nomades vivant dans les zones rurales autour d'Hébron, Bethléem, Jérusalem, Jéricho et la vallée du Jourdain.

Ces zones font aujourd'hui partie de la soi-disant «zone C» du territoire palestinien occupé (*Occupied Palestinian Territory* - OPT). La zone C représente 60% de la Cisjordanie; il a été provisoirement accordé à Israël en 1995 par les Accords d'Oslo et devait être progressivement transféré à la juridiction palestinienne en 1999. Cela ne s'est jamais produit et, aujourd'hui, 25 ans après la signature des Accords d'Oslo, Israël conserve une quasi-exclusivité du contrôle de la zone C, y compris sur l'application de la loi, la planification et la construction. Il abrite toutes les colonies israéliennes de Cisjordanie, les zones industrielles, les bases militaires, les cercles, les réserves naturelles et les routes de contournement réservées aux colons, le tout sous contrôle militaire israélien.

Au fil des ans, Israël a dépossédé les Palestiniens d'environ 200 000 hectares de terres, y compris des terres agricoles et des pâturages, qu'il a ensuite généreusement attribués aux colonies. Plus de 600 000 colons israéliens vivent actuellement dans toute la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) dans plus de 200 colonies, bénéficiant de presque tous les droits et privilèges accordés aux citoyens israéliens vivant en Israël proprement dit, à l'intérieur de la Ligne verte.¹ Le président Trump a récemment lancé «L'accord du siècle» qui reconnaît la possession permanente israélienne de ces colonies, avec une annexion *de jure* prévue et un comité mis en place - auquel siège l'ambassadeur américain David Friedman mais aucun Palestinien - pour cartographier ces régions.

La situation des réfugiés bédouins palestiniens autochtones de 1948, quelque 27 000 pasteurs vivant sous le contrôle militaire israélien total dans la zone C, est actuellement un problème humanitaire majeur. Les plus à risque sont 7 000 Bédouins (dont 60% sont des enfants) vivant dans 46 petites communautés dans la périphérie de Jérusalem. Les structures humanitaires financées par les donateurs (abris, enclos à chèvres, réservoirs d'eau, écoles, etc.) continuent d'être délibérément ciblées par l'armée israélienne et la réinstallation forcée par les autorités israéliennes reste une menace constante.

Evènements en 2019

Le paysage désertique des Bédouins palestiniens autochtones, comme ailleurs dans le monde « développé », est de plus en plus recherché comme bien foncier qu'il est temps d'exploiter, les colons israéliens revendiquant chaque sommet de colline. Dans cette situation, les Bédouins réfugiés dans les territoires palestiniens occupés (OPT) – ainsi que les 300.000 autres Palestiniens habitant la zone C sous occupation - vivent privés de droits civils et de services publics dans un environnement coercitif sous un régime militaire de restrictions sévères, dont le but est de les forcer à partir « de leur propre chef ». Cependant, de plus en plus, il ne reste nulle part où aller pour qui veut continuer à vivre une vie traditionnelle et paisible de pasteur dans le désert de Judée, dans les collines au sud d'Hébron ou dans la vallée du Jourdain.

Les menaces contre al-Khan al-Ahmar

La situation s'est révélée moins stressante en 2019 pour le hameau bédouin de al-Khan al Ahmar qu'en 2018 lorsqu'il a été déclaré zone militaire fermée. En vue de la démolition du village et de son emblématique « école en pneus »², les bulldozers ont travaillé pendant une semaine dans le village à la prise de contrôle militaire des routes en la présence massive de soldats. Des menaces d'intervention de la Cour pénale internationale ont sans doute repoussé cette démolition, ainsi que la déclaration de la procureure Fatou Bensouda :

*« J'ai suivi avec inquiétude le projet d'éviction de la communauté bédouine de Khan al Ahmar, sur la rive occidentale. L'évacuation forcée semble imminente, et avec elle, la probable escalade de la violence. Il faut rappeler, d'une manière générale, que toute démolition importante de biens sans nécessité militaire et tout transfert de population dans un territoire occupé constituent un crime de guerre selon le traité de Rome ».*³

Néanmoins, le village est toujours la cible des politiciens de droite, qui, pendant les trois campagnes électorales de 2019 et 2020, ont régulièrement tenu leurs conférences de presse sur la colline voisine, profitant des séances de photos pour accuser le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de n'avoir pas détruit le village.

Démolitions, transferts de population et colonies

Les démolitions se sont poursuivies dans les communautés bédouines proches comme Al Muntar, Wadi abu Hindi, Abu Nuwar et Jabal al Baba. Ces hameaux se trouvant tous à l'est de Jérusalem, les déplacements forcés faciliteraient la « Judaïsation » de tout le corridor, refusant ainsi aux Palestiniens un accès libre à Jérusalem Est, qui – en dépit de l'« Accord du siècle » de Trump, dont le volet économique a été lancé à Bahreïn en juin

2019- est encore considérée selon la loi internationale, comme la future capitale de la Palestine. Dans les faits, de nombreuses communautés bédouines de ces territoires ont été à la merci des bulldozers en 2019.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies décompte 78 familles déplacées⁴. Ces statistiques révèlent 349 Bédouins déplacés, mais aussi 17 959 pasteurs touchés en 2019 par des démolitions, confiscations, arrachages d'arbres fruitiers ou la destruction de 49 constructions agricoles et de 15 constructions pour des activités de subsistance.

Les démolitions de logements ont généralement connu un pic en 2019 ⁵.

Les colons israéliens, comme ceux de l'ONG d'extrême droite pro-colons Regavim, qui avaient obtenu par une pétition auprès de la Cour Suprême la décision de démolir l'école et le village de al-Khan al-Ahmar, décision repoussée en raison des élections en Israël de décembre 2019 à mai 2020, déclarent que leur rôle est de « faire respecter la loi » alors qu'ils bafouent fondamentalement la loi internationale en accaparant même des terres appartenant à des particuliers palestiniens dans la poursuite de leur entreprise de colonisation^{7 8 9}.

Israël ne reconnaît toujours pas les Bédouins comme une population autochtone, et ne reconnaît aucun peuple autochtone en la matière, pas plus que l'antériorité ou l'égalité de leurs droits à leurs terres. Alors que le rythme de la colonisation s'accélère, la riche et inestimable culture bédouine continue de se détruire.

Les Bédouins ont un mode de vie traditionnel semi-nomade et non consumériste en relation étroite avec la nature. Ils accordent une valeur centrale à la liberté et ont vécu depuis des siècles avec grâce, sagesse, patience et pérennité dans les conditions extrêmes du désert. Cependant, sous l'occupation israélienne, ce mode de vie est rendu impossible. Les démolitions, la construction de colonies, le blocage de l'accès au marché de Jérusalem et le décret d'Israël faisant de la plus grande partie du désert une « zone militaire fermée » qui leur interdit l'accès aux pâturages, continuent de priver les Bédouins de leur mode de subsistance et de leur culture. Ceci met un terme à leur capacité de demeurer là où ils sont, forcés d'aller rejoindre des zones semi-urbaines, souvent dans de misérables conditions de vie ¹⁰.

Dotés d'un niveau d'instruction minimal, surtout parmi la génération plus âgée, mais ne manquant pas d'intelligence acquise par leur vie libre et proche de la nature, la plupart ne trouvent comme seul travail légal disponible – en particulier ceux qui n'ont pas accès à l'éducation dans la zone C- des emplois dans les colonies comme ouvriers de chantier, jardiniers, ouvriers d'usine ou agents de ménage ; des travaux à l'opposé de leur culture bédouine et de leurs pratiques.

La zone C palestinienne manque de la plupart des services de base – les 51 écoles sont sous le coup de démolitions ou d'ordre de fermeture^{11,12}, tandis que les autorités israéliennes ne considèrent plus comme leur devoir, selon la loi internationale, de fournir les services de base dans une zone occupée, tels que l'accès à l'éducation, aux services de santé, à l'eau, comme ils le faisaient les années précédentes. Cependant, un nombre croissant d'étudiants bédouins vont à l'université dans les territoires

palestiniens occupés bien qu'ils préféreraient garder une présence forte dans le désert - loin des villes, bidonvilles, colonies et même des villages¹³. Les anciens évoquent avec nostalgie le temps où ils pouvaient sortir librement leurs troupeaux dans la nature, mais ils se rendent compte que la sédentarité, mêmes dans des bidonvilles, permet plus facilement à leurs enfants de recevoir une instruction normalisée¹⁴.

Le déplacement des Jahalin

Environ 1.000 réfugiées de la tribu Jahalin vivant à la périphérie de Jérusalem ont été déplacés dans les années 1990. Ceux qui vivaient dans la région de la colonie Ma'ale Adumin ont été forcés de rejoindre un site près de la principale décharge publique de Jérusalem (montré sous une forme graphique dans le court documentaire de la Solidarité de Jahalin. GRANDS ESPOIRS¹⁵). Ce site est toujours le site élu par les Israéliens pour la relocalisation des Bédouins vivant sur des terres convoitées pour l'expansion des colonies, et leur éviction signifierait le verrouillage du libre accès à Jérusalem par l'est.

Trente quatre familles doivent quitter Ma'ale Adumin ¹⁶, selon le projet actuel ¹⁷, pour aller à Abu Dis ¹⁸, placé dangereusement près d'une autoroute, sans pâturages pour les animaux, un élément clé de la vie et de la culture bédouines. Quand la Cour Suprême a suggéré de trouver une alternative à cet emplacement ¹⁹, l'Etat a proposé un morceau de désert appartenant à des propriétaires privés palestiniens près d'une station d'épuration d'eaux usées. Les Forces de Défense israéliennes ont le projet encore plus radical de déplacer jusqu'à 12.500 Bédouins à Nuweimeh ^{20 21}, un site au nord de Jéricho dans le désert de Judée – dénotant encore une fois un manque de conscience culturelle, ce site n'offrant aucun accès au pâturages du désert car la plus grande partie du désert a été déclarée zone militaire fermée ou zone de tir interdite à l'élevage pastoral. Il n'y a pas de travail dans les environs. Netanyahu a affirmé : « Tous les Bédouins iront soit à Abu Dis (une vaste zone urbaine) soit à Jericho »²².

Le changement climatique

Israël connaît actuellement les répercussions du changement climatique, avec des inondations côtières ²³, des étés longs, des feux de forêt, qui se répètent chaque année. Il y a eu des feux de forêt dévastateurs en mai, août et novembre 2019, durant un été prolongé et des températures plus élevées que les moyennes précédentes ^{24 25 26}. Les autorités ont maintenant compris que si les Bédouins sont autorisés à laisser paître leurs chèvres dans les forêts -ce qui était interdit auparavant- , c'est autant de broussailles en moins qui peuvent s'enflammer ²⁷.

Israël est en seconde place sur la liste des pays les plus touchés par le stress hydrique, que présente l'*Atlas des risques d'alimentation en eau par aqueduc* de l'Institut des ressources mondiales ²⁸, et « *montrait que la part du lion des pays les plus en manque d'eau se trouve au Moyen Orient en grande partie aride et en Afrique du Nord. Le Qatar est le pays le plus en manque, suivi par Israël et le Liban* ». En fait, Israël fait de l'eau une arme pour chasser les Palestiniens²⁹ de la vallée du Jourdain ³⁰, où ils n'ont pas le droit

de creuser de nouveaux puits, tandis que les colons disposent de puits profonds qui les alimentent en eau douce, laissant l'eau saumâtre aux agriculteurs et pasteurs palestiniens, ce qui augmente la désertification du grenier de la Palestine³¹. Ce n'est pas une coïncidence que les trois grandes implantations de colonies - Gush Etzion, Ariel et la vallée du Jourdain - soient stratégiquement situées au dessus des nappes souterraines des montagnes ou des sources d'eau du fleuve Jourdain. Comme le note le Dr. Mustafa Barghouthi :

« en 2016, Israël s'approprie plus de 85 % de l'eau palestinienne et tandis que les Palestiniens sur la rive occidentale n'ont accès qu'à 73 litres d'eau par jour, les colons illégaux se baignent dans des piscines et ont accès à plus de 300 litres »³².

Ainsi, ces habitants du désert, les réfugiés bédouins qui savent vivre avec un minimum d'eau et comment la conserver, sont privés de l'accès à presque tout le désert des territoires occupés.

Perspectives pour 2020

Le colonialisme de peuplement, qu'ont encouragé le transfert par l'administration de Trump de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem et sa « vision de la paix », s'est concentré sur le Grand Jérusalem. Cette expansion atteindra la frontière jordanienne, si bien que l'annexion *de jure*³³ du grenier riche en eau bordant la vallée du Jourdain constitue un véritable danger, pendant que l'annexion rampante de facto de la zone C ne se relâche pas avec l'expansion des colonies³⁴.

Ce problème, au moment de la rédaction de ce rapport, est examiné par la Cour pénale internationale. La procureure, au terme en décembre 2019 de son examen préliminaire qui a duré cinq ans, a établi la compétence de la Cour pour statuer sur des accusations de possibles crimes de guerre israéliens ou palestiniens à Gaza, Jérusalem Est ou sur la rive occidentale occupée.

La déclaration de la procureure faite en 2018, ainsi que la pression internationale croissante exercée par différents gouvernements et par l'Union Européenne, ont été considérées comme un « frein » retardant le déplacement forcé de al-Khan al-Ahmar en 2018 et de 3000 Bédouins au moins par un effet de dominos. Cependant les Etats-Unis, l'Australie, le Brésil, l'Ouganda l'Allemagne, l'Autriche, la République Tchèque et la Hongrie³⁵ (contrecarrant un consensus européen) dénie à la Cour pénale internationale toute compétence sur ces questions palestiniennes, bien que la Palestine ait ratifié le Statut de Rome en 2015, du fait que la Palestine n'est pas pleinement un Etat membre des Nations Unies. L'ingérence des Etats-Unis dans la neutralité de la Cour pénale internationale a déjà commencé en mars 2019³⁶ avec les menaces de retirer ses visas³⁷ aux juges de la Cour s'ils délibéraient sur des possibles crimes de guerre américains en Afghanistan ou sur les actions d'Israël en Palestine (et les actions du Hamas à Gaza) - bien que l'expansion des colonies soit explicitement proscrite par la loi humanitaire internationale, y compris par la Convention de Genève dont Jérusalem est signataire. Les signataires de la Convention de Genève, rappelle Human Rights Watch dans son rapport sur les démolitions d'écoles bédouines, ont l'obligation de garantir le

respect des règles de l'occupation et de poursuivre les « violations graves » - y compris les crimes de guerre, les destructions gratuites et les déplacements forcés –quel que soit le pays dans lequel ces crimes sont commis »³⁸.

Notes et références

1. The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories (B'Tselem). "Expel and Exploit: The Israeli Practice of Taking over Rural Palestinian Land". December 2016: https://www.btselem.org/publications/summaries/201612_expel_and_exploit
2. The "car tyres" school is made of old, discarded car tyres and mud, sealed with falafel oil. It was designed in Milan as an eco-climatic structure: cool in summer and warm in winter. Its wooden floors and clay walls make it an extremely comfortable environment, with a specific charm much beloved by the children.
3. International Criminal Court. "Statement of the Prosecutor of the International Criminal Court, Fatou Bensouda, regarding the Situation in Palestine". 17 October 2018: <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=181017-otp-stat-palestine>
4. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). Data on demolition and displacement in the West Bank. Accessed 27 February 2020: <https://www.ochaopt.org/data/demolition>
5. Magid, Jacob "2019 saw spike in Palestinian home demolitions by Israel, rights groups". Times of Israel, 7 January 2020: <https://www.timesofisrael.com/2019-saw-spike-in-palestinian-home-demolitions-by-israel-rights-groups/> and https://www.btselem.org/press_releases/20200106_2019_house_demolitions
6. "Meet Regavim, the far-right, pro-settler demolition 'charity'". Morning Star, 2 December 2020: <https://morningstaronline.co.uk/article/f/meet-regavim-far-right-pro-settler-demolition-charity>
7. Lubell, Maayan "Israel legalizes settler homes on private Palestinian land". Reuters, 6 February 2017: <https://www.reuters.com/article/us-israel-palestinians-settlements-vote/israel-legalizes-settler-homes-on-private-palestinian-land-idUSKBN15L2F3>
8. The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel. Position paper, "The State of Israel's Use of the 'Good Faith' to Consecrate Private Palestinian Land in the Occupied West Bank – in Bad Faith". December 2019: https://www.adalah.org/uploads/uploads/Position_Paper_Good_Faith_English_December_2019.pdf
9. Heller, Jeffrey "Israeli court lines up behind unauthorized settlement". Reuters, 29 August 2018: <https://www.reuters.com/article/us-israel-palestinians-settlements/israeli-court-lines-up-behind-unauthorized-settlement-idUSKCN1LE0SX>
10. Report from United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) and Bimkom. "Al Jabal: A Study on the Transfer of Bedouin Palestine Refugees". Accessed 27 February 2020: <https://www.unrwa.org/userfiles/2013052935643.pdf>
11. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). Report on Palestinian Schools with pending demolition orders, February 2018. Statistics provided by OPT Education Cluster. Accessed 27 February 2020: https://www.ochaopt.org/sites/default/files/wb_thematic_4_0.pdf
12. "Israeli authorities have been getting away for years with demolishing primary schools and preschools in Palestinian communities," said [...] Human Rights Watch. "The Israeli military's refusal to issue building permits and then knocking down schools without permits is discriminatory and violates children's right to education." Israeli military authorities have demolished or consecrated Palestinian school buildings or property in the West Bank at least 16 times since 2010, with 12 incidents since 2016, repeatedly targeting some schools, Human Rights Watch found. Over a third of Palestinian communities in Area C, the 60 percent of the West Bank where the Israeli military has exclusive control over building under the 1993 Oslo accords, currently do not have primary schools, and 10,000 children attend school in tents, shacks, or other structures without heating or air-conditioning, according to the UN. About 1,700 children had to walk five or more kilometres to school due to road closures, lack of passable roads or transportation, or other problems, according to 2015 UN estimates. The long distances and fear of harassment by settlers or the military lead some parents to take their children out of school, with a disproportionate impact on girls. Human Rights Watch Report, 25 April 2018: <https://www.hrw.org/news/2018/04/25/israel-army-demolishing-west-bank-schools>
13. Hass, Amira "Israel's Solution for Expelled Bedouin: Between the Garbage Dump and Junkyard". Haaretz Newspaper, 11 June 2018: <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium.MAGAZINE-israel-s-solution-for-expelled-bedouin-between-garbage-and-junkyard-1.6158225>
14. Ibid.
15. Jahalin Solidarity's documentary "High Hopes" by Guy Davidi. Accessed 27 February 2020: <http://www.jahalin.org/high-hopes>
16. IWGIA, *Indigenous World 2019* (page 384). <https://www.iwgia.org/en/documents-and-publications/documents/4-the-indigenous-world-2019/1e>
17. Bimkom. The Bedouin Communities East of Jerusalem – A Planning Survey. Accessed 27 February 2020: <http://bimkom.org/eng/wp-content/uploads/jahalin/Abu-Al-Helw-and-Um-Ad-Deif.htm>
18. Op. Cit. (13)
19. Legal analysis has named this a grave breach of the Geneva Conventions, and therefore a war crime under review by the ICC. See <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/bedouin-rights-under-occupation.pdf> and <https://www.nrc.no/globalassets/pdf/legal-opinions/sassoli.pdf>
20. "Palestinian Bedouin community battles eviction by Israel". Memo Middle East Monitor, 24 November 2014: <https://www.middleeastmonitor.com/20141124-palestinian-bedouin-community-battles-eviction-by-israel/>
21. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). "Bedouin Communities at Risk of Forcible Transfer". September 2014: <https://www.ochaopt.org/content/bedouin-communities-risk-forcible-transfer-september-2014>
22. Porat, Yishai "Netanyahu orders removal of Bedouins from road to Dead Sea to permanent structures in Jericho, Abu Dis". 16 November 2017: <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-5043992,00.html>

23. "Israel – Flash Floods Leave 4 Dead, Dozens Rescued". FloodList, 6 January 2020: <http://oodlist.com/asia/israel-oods-january-2020>
24. On Forest Fires, The Times of Israel. Accessed 27 February 2020: <https://www.timesofisrael.com/topic/forest-re/>
25. "Israel battles new wave of wild fires on hottest day of the year". The Times of Israel, 24 May 2019: <https://www.timesofisrael.com/wild-fires-resume-as-re-service-blames-electrical-fault-for-some-blazes>
26. "Forest fires across Israel, Fire fighting planes deployed". The Jerusalem Post, 26 August 2019: <https://www.jpost.com/Breaking-News/Forest-fires-near-Beit-Shemesh-residents-evacuated-599752>
27. "High on a Hill was a Lonely Goatherd". Eretz Magazine, 26 November 2017: <https://www.aretz.com/wordpress/blog/2017/11/26/thel-lonely-goatherd>
28. Malo, Sebastien "Water bankruptcy looms for one in four people worldwide, researchers warn". Reuters, 6 August 2019: <https://www.reuters.com/article/us-climate-change-global-water/water-bankruptcy-loom-for-one-in-four-people-worldwide-researchers-warn-idUSKCN1UW12V>
29. "Israel army cuts water supply to Jordan Valley village". Middle East Monitor, 19 September 2019: <https://www.middleeastmonitor.com/20190919-israel-army-cuts-water-supply-to-jordan-valley-village>
30. MA'AN Development Center. 2014 report, "Farming the Forbidden Lands". Accessed 27 February 2020: <http://www.maan-ctr.org/files/server/Publications/FactSheets/FFL.pdf>
31. MA'AN Development Center and Jordan Valley Popular Committees. 2010 report, "Eye on the Jordan Valley". (page 23). Accessed 27 February 2020: <https://www.maan-ctr.org/old/pdfs/EyeontheJVReportFinal.pdf>
32. Barghouti, Mustafa "What Trump's Middle East plan means for Palestinians". CNN, 31 January 2020: <https://edition.cnn.com/2020/01/30/opinions/trump-middle-east-peace-deal-proposal-apartheid-barghouti/index.html>
33. Heller, Jeffrey "Israel's Netanyahu announces post-election plan to annex West Bank's Jordan Valley". Reuters, 10 September 2019: <https://www.reuters.com/article/us-israel-netanyahu/israels-netanyahu-announces-post-election-plan-to-annex-west-banks-jordan-valley-idUSKCN1VV21L>
34. Americans for Peace Now. "From Creeping to Leaping: Annexation in the Trump-Netanyahu Era". 25 October 2019: <https://peacenow.org/entry.php?id=27412#XjXCxGgzY2w>
35. Landau, Noa "Hungary Backs Israel in Fight Against ICC Call to Probe War Crimes Against Palestinians". Haaretz Newspaper, 11 January 2020: <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-hungary-backs-israel-in-fight-against-icc-call-to-probe-war-crimes-1.8381956>
36. "US to deny visas for ICC members investigating alleged war crimes". The Guardian, 15 March 2019: <https://www.theguardian.com/us-news/2019/mar/15/mike-pompeo-us-war-crimes-investigation-international-criminal-court>
37. "US Threatens International Criminal Court". Human Rights Watch, 15 March 2019: <https://www.hrw.org/news/2019/03/15/us-threatens-international-criminal-court>
38. "Israel: Army Demolishing West Bank Schools". Human Rights Watch, 25 April 2018: <https://www.hrw.org/news/2018/04/25/israel-army-demolishing-west-bank-schools>
- 39.

Angela Godfrey-Goldstein est directrice de *Jahalin Solidarity*, une organisation palestinienne qu'elle a créée pour soutenir *Jahalin Bedouin* en renforçant ses capacités et en plaidant, en particulier en ce qui concerne leur déplacement forcé, et pour plaider contre l'occupation israélienne. Elle a été pendant de nombreuses années *Action Advocacy Officer* avec ICAHD - le Comité israélien contre les démolitions de maisons, et *Advocacy Officer* pour *Grassroots Jerusalem*, après avoir été militante environnementale dans le Sinaï, en Égypte, où elle a vécu pendant quatre ans avec des Bédouins. Avec Eid abu Khamis Jahalin, elle a été lauréate du prix Rebuilding Alliance «Peacemaker» en 2018. Un chapitre qu'elle a écrit sur son travail des 20 dernières années avec les Bédouins a été publié en 2018 par Veritas dans le best-seller «*Defending Hope - Dépêches des lignes de front en Palestine et en Israël*».

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2020

Traduction pour le GITPA par **Véronique Hahn de Bykhovetz**